

**Non-prolifération - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 18 janvier 2018)

Monsieur le Président du conseil de sécurité,

Messieurs les Présidents et Messieurs les Ministres,

Je remercie la présidence kazakhstanaise pour l'organisation de cette réunion aussi importante qu'opportune sur les mesures de confiance et de transparence et les armes de destruction massive. C'est un honneur tout particulier d'avoir le président Nazarbaïev et le président Duda parmi nous. Et c'est un vrai plaisir, Monsieur le Ministre, de vous retrouver aujourd'hui. Je voudrais également remercier le Secrétaire général pour son intervention très éclairante.

Monsieur le Président,

1. Il y a presque un siècle, les atrocités chimiques du premier conflit mondial nous ont conduits à fonder puis à développer ensemble, pierre après pierre, le régime de non-prolifération des armes de destruction massive. Ce régime est devenu la colonne vertébrale de l'architecture internationale de sécurité. Or, il est aujourd'hui attaqué et potentiellement menacé. L'année écoulée nous l'a tragiquement rappelé : la prolifération des armes biologiques, chimiques, nucléaires et de leurs vecteurs demeure une dangereuse réalité. En Asie, au Moyen-Orient, les règles de non-prolifération et de désarmement, les plus robustes et les plus élémentaires, sont régulièrement et même ouvertement violées. Ne nous y trompons pas : les enjeux sont d'une extrême gravité. Au-delà des implications immédiates pour la paix et la sécurité, ce qui est en jeu, c'est bien la stabilité stratégique de long terme, et c'est la sécurité de chacun de nos Etats. C'est pourquoi la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive est et doit rester au coeur des priorités du conseil de sécurité. Et c'est pourquoi la France entend rester en initiative sur cet enjeu crucial.

Avec l'usage barbare d'agents toxiques en Syrie, en Irak, en Asie, nous assistons en effet à la réapparition funeste d'armes qui sèment la peur et la mort auprès des populations civiles. L'emploi d'armes chimiques par le régime syrien contre sa propre population en est une terrible illustration. Je voudrais rappeler ici au nom de la France que la banalisation de cette situation, faute de parvenir à construire un consensus international pour y remédier, accroît mécaniquement le risque de terrorisme chimique que nous redoutons tous ; elle aggrave l'instabilité régionale ; elle affaiblit enfin l'architecture de sécurité internationale, dont ce Conseil est à la fois le gardien et l'ultime garant.

Le même constat, Monsieur le Président, vaut pour les agissements de la Corée du Nord : le régime nord-coréen se montre déterminé à se doter d'un arsenal nucléaire opérationnel, en violation systématique et revendiquée de ses obligations. La menace a atteint un niveau critique et nous concerne tous. C'est pourquoi il est indispensable aujourd'hui, à travers les pressions qui s'imposent, de trouver une solution politique pour parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. L'unité et la fermeté du Conseil de sécurité sont la condition du succès.

Monsieur le Président,

2. Dans ce contexte incertain et complexe, la confiance et la transparence au niveau régional et multilatéral qui constituent l'une des priorités de notre réunion, forment plus que jamais des valeurs cardinales, que nous devons préserver et nourrir. C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne le régime de non-prolifération. Comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Secrétaire général, il repose sur des engagements contraignants, assortis d'un suivi et d'une vérification rigoureuse de leur mise en oeuvre. C'est notamment le rôle des organismes internationaux, comme l'AIEA et l'OIAC, dont la France soutient activement l'action.

Je renouvelle également notre attachement résolu au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont nous célébrerons le cinquantième anniversaire cette année, et notre ferme opposition à toute initiative internationale qui pourrait l'affaiblir. Je souhaiterais aussi particulièrement marquer notre plein soutien à l'entrée en vigueur dans les délais les plus rapides possibles du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous appelons tous les pays qui ne l'ont pas fait à adhérer à ce traité sans délai - je pense en particulier aux pays dont dépend son entrée en vigueur.

La France appuie également la mise en oeuvre par tous des engagements pris au titre de la résolution 1540 adoptée en 2004 par ce conseil pour éviter que des acteurs non-étatiques se procurent des armes de destruction massive. C'est une question d'actualité car nous sommes plus que jamais préoccupés par les transferts possibles vers des groupes non-étatiques, dans le domaine des missiles en particulier. À cet égard, il est essentiel que les Etats qui ne l'ont pas encore fait adoptent des législations de contrôle d'exportation et les dispositifs administratifs correspondants. Enfin, la France est très impliquée, comme on le sait, dans l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération (PSI).

Monsieur le Président,

3. La France entend continuer à accompagner activement les efforts en faveur de la non-prolifération et à rester, comme je l'ai dit, en initiative sur ce sujet. La conviction de la France, c'est en effet que la détermination de la communauté internationale, articulée avec un multilatéralisme pragmatique et réaliste, peut permettre de trouver des solutions aux crises de prolifération.

Permettez-moi à cet égard d'évoquer le cas iranien. Mon pays a activement contribué à l'élaboration de l'accord robuste, solide et vérifiable qu'est aujourd'hui le Plan d'action global conjoint (JCPOA). Comme nous l'avons déjà dit, nous souhaitons la mise en oeuvre rigoureuse

de cet accord et de la résolution 2231 du conseil de sécurité. Ensemble, ces deux textes constituent une pierre angulaire de la stabilité et la sécurité régionale et internationale. Il est vrai toutefois que cet accord ne couvre pas toutes nos préoccupations, et en particulier l'activité balistique iranienne. C'est pourquoi nous souhaitons qu'un dialogue franc s'instaure sur ce sujet.

De même, le rétablissement d'une interdiction d'emploi totale des armes chimiques est d'une impérieuse nécessité. L'impunité n'est pas et ne peut pas être une option. C'était le mérite du mécanisme d'enquête conjoint (JIM), mécanisme dont la disparition est particulièrement regrettable.

Mais nous ne pouvons baisser les bras.

Les criminels identifiés comme ayant recouru à de telles armes, qu'ils soient étatiques ou non étatiques, doivent être sanctionnés, et ceux qui pourraient l'envisager en être dissuadés.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, la France réunira le 23 janvier prochain à Paris des pays qui partagent cette même préoccupation afin de coopérer efficacement contre l'inacceptable impunité dans l'utilisation d'armes chimiques. Un nouveau partenariat intergouvernemental sera constitué à cette occasion dont l'objectif sera d'aider et de soutenir les mécanismes existants dans leur travail d'enquête et les organisations internationales, en premier lieu l'OIAC, chargées de cette question.

Monsieur le Président,

Avec le risque d'affaiblissement du régime de non-prolifération, c'est notre sécurité à tous mais aussi l'existence même de la règle de droit, comme ciment du multilatéralisme, qui se trouvent en danger. Face à l'immensité des enjeux, il est de notre responsabilité collective de préserver et consolider les acquis que nous avons obtenus ensemble à travers le développement de la confiance et de la transparence et le respect par tous des engagements de non-prolifération contractés. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.